

Luxembourg

A. Progrès dans la mise en œuvre du standard minimum

Le Luxembourg compte 84 conventions fiscales en vigueur, comme l'indique sa réponse au questionnaire d'examen par les pairs. Cinquante-quatre de ces conventions sont conformes au standard minimum.

Le Luxembourg a signé l'IM en 2017, déposé son instrument de ratification le 9 avril 2019, et notifié ses conventions fiscales non conformes. L'IM est entré en vigueur pour le Luxembourg le 1^{er} août 2019. Les conventions qui seront modifiées par l'IM deviendront conformes au standard minimum une fois que les dispositions de l'IM auront pris effet.

Le Luxembourg met en œuvre le standard minimum par l'inclusion de la déclaration du préambule et de la règle COP⁹⁹.

B. Conclusion

Aucune juridiction n'a signalé de préoccupation relative à ses conventions conclues avec le Luxembourg.

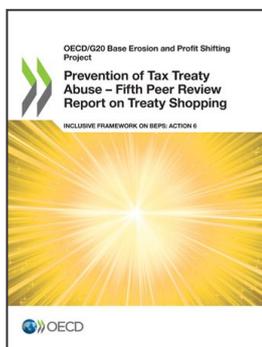
Synthèse de la réponse de la juridiction – Luxembourg

	1. Partenaires conventionnels	2. Conformité avec le standard	3. Signature d'un instrument de mise en conformité	4. Recours à la disposition relative au standard minimum
1	Afrique du Sud	Non	Oui, IM	COP
2	Allemagne	Non	Oui, IM	COP
3	Andorre	Oui, IM		COP
4	Arabie saoudite	Oui, IM		COP
5	Arménie	Non	Oui, IM	COP
6	Autriche	Oui, IM		COP
7	Azerbaïdjan*	Non	Non	COP
8	Bahreïn	Non	Oui, IM	COP
9	Barbade	Oui, IM		COP
10	Belgique	Oui, IM		COP
11	Botswana	Oui, autres		COP
12	Brésil	Non	Non	COP
13	Brunei Darussalam	Non	Non	COP
14	Bulgarie	Non	Oui, IM	COP
15	Canada	Oui, IM		COP
16	Chine (République populaire de)	Non	Oui, IM	COP
17	Chypre*	Oui, autres		COP
18	Corée	Oui, IM		COP

⁹⁹ Pour ses conventions notifiées aux fins de l'IM, le Luxembourg choisit d'appliquer la disposition de la déclaration du préambule (article 6 de l'IM) et la règle COP (article 7 de l'IM). Le Luxembourg a formulé une réserve conformément à l'article 6(4) de l'IM afin de ne pas appliquer l'article 6(1) concernant les conventions qui contiennent déjà la version adéquate du préambule (une convention). Le Luxembourg a également formulé une réserve conformément à l'article 7(15)(b) de l'IM afin de ne pas appliquer l'article 7(1) concernant les conventions qui contiennent déjà une règle COP (une convention).

19	Croatie	Oui, IM		COP
20	Danemark	Oui, IM		COP
21	Émirats arabes unis	Oui, IM		COP
22	Espagne	Non	Oui, IM	COP
23	Estonie	Non	Oui, IM	COP
24	États-Unis	Non	Non	LOB détaillée
25	Fédération de Russie	Oui, IM		COP
26	Finlande	Oui, IM		COP
27	France	Oui, autres		COP
28	Géorgie	Oui, IM		COP
29	Grèce	Oui, IM		COP
30	Guernesey	Oui, IM		COP
31	Hong Kong (Chine)	Non	Oui, IM	COP
32	Hongrie	Oui, IM		COP
33	Île de Man	Oui, IM		COP
34	Inde	Oui, IM		COP
35	Indonésie	Oui, IM		COP
36	Irlande	Oui, IM		COP
37	Islande	Oui, IM		COP
38	Israël	Oui, IM		COP
39	Italie	Non	Oui, IM	COP
40	Japon	Oui, IM		COP
41	Jersey	Oui, IM		COP
42	Kazakhstan	Oui, IM		COP
43	Kosovo*	Oui, autres		COP
44	Lettonie	Oui, IM		COP
45	Liechtenstein	Oui, IM		COP
46	Lituanie	Oui, IM		COP
47	Macédoine du Nord	Non	Oui, IM	COP
48	Malaisie	Oui, IM		COP
49	Malte	Oui, IM		COP
50	Maroc	Non	Oui, IM	COP
51	Maurice	Oui, IM		COP
52	Mexique	Non	Oui, IM	COP
53	Moldova*	Non	Non	COP
54	Monaco	Oui, IM		COP
55	Norvège	Oui, IM		COP
56	Ouzbékistan*	Oui, autres		COP
57	Panama	Oui, IM		COP
58	Pays-Bas	Oui, IM		COP
59	Pologne	Oui, IM		COP
60	Portugal	Oui, IM		COP
61	Qatar	Oui, IM		COP
62	République démocratique populaire lao*	Non	Non	COP
63	République slovaque	Oui, IM		COP
64	République tchèque	Oui, IM		COP
65	Roumanie	Non	Oui, IM	COP
66	Royaume-Uni	Oui, IM		COP
67	Saint-Marin	Oui, IM		COP
68	Sénégal	Oui, autres		COP
69	Serbie	Oui, IM		COP
70	Seychelles	Non	Oui, IM	COP
71	Singapour	Oui, IM		COP

72	Slovénie	Oui, IM		COP
73	Sri Lanka	Non	Non	COP
74	Suède	Non	Oui, IM	COP
75	Suisse	Oui, IM		COP
76	Tadjikistan*	Non	Non	COP
77	Taipei chinois*	Non	Non	COP
78	Thaïlande	Non	Oui, IM	COP
79	Trinité-et-Tobago	Non	Non	COP
80	Tunisie	Non	Oui, IM	COP
81	Türkiye	Non	Oui, IM	COP
82	Ukraine	Oui, IM		COP
83	Uruguay	Oui, IM		COP
84	Viet Nam	Non	Oui, IM	COP



Extrait de :

Prevention of Tax Treaty Abuse – Fifth Peer Review Report on Treaty Shopping

Inclusive Framework on BEPS: Action 6

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9afac47c-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2023), « Luxembourg », dans *Prevention of Tax Treaty Abuse – Fifth Peer Review Report on Treaty Shopping : Inclusive Framework on BEPS: Action 6*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/132557cb-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.